

## 2010 : des résultats agricoles plus faibles en Limousin : pourquoi ?

**L'**agriculture limousine est spécialisée dans les productions agricoles actuellement les moins rémunératrices.

Le RICA (réseau d'informations comptables agricoles) permet d'étudier, au delà de l'effet de structure, les performances comparées des exploitations limousines moyennes ou grandes, avec d'autres exploitations spécialisées dans les mêmes productions dans d'autres régions.

L'analyse porte ici sur les élevages de bovins viande. Il apparaît que les élevages limousins sont plutôt économes en intrants, globalement moins subventionnés qu'ailleurs, et dégagent une valeur de production inférieure à la moyenne nationale, mais des revenus proches. La situation financière des élevages est saine, avec des structures moins endettées qu'ailleurs.

De nombreux indicateurs sont fournis sur quatre régions productrices de bovins viande : Limousin, Auvergne, Bourgogne, Pays-de-la-Loire. Ils permettent d'affiner les comparaisons.



En 2010, malgré une hausse de 43% en euros constants après une année 2009 très difficile, le résultat courant avant impôt (RCAI) moyen des exploitations limousines moyennes ou grandes est encore au bas de l'échelle. Le Limousin est la région française où cet indicateur est le plus faible : 21 200 € de résultat moyen par exploitation, contre 45 400 € en France hors DOM, soit moins de la moitié de la moyenne métropolitaine (champ des exploitations moyennes et grandes). Comment expliquer de tels résultats dans une région où la notoriété et la qualité des productions agricoles sont reconnues par tous ?

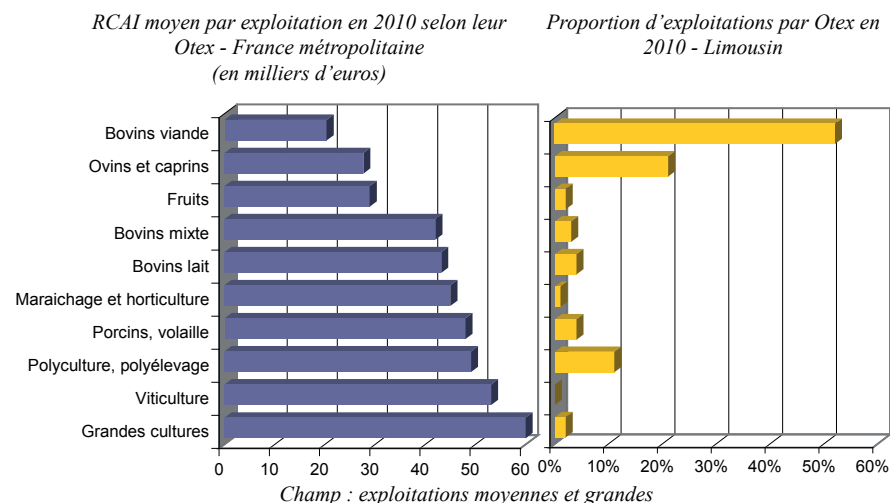
Le RCAI (indicateur dans lequel les charges de personnel sont déduites) rémunère le travail non salarié et le capital engagé. Le nombre moyen d'emplois non salariés par exploitation est proche en Limousin de la moyenne nationale

(1,4 unités de travail annuel contre 1,5). L'actif immobilisé, estimé fiscalement à 262 000 € par exploitation en Limousin, est supérieur de 12% à la moyenne nationale, en raison en particulier de l'importance de la valeur du cheptel reproducteur. Donc la valeur moindre du RCAI en région Limousin ne s'explique pas par une taille économique moindre des exploitations. L'explication première est la spécialisation de l'agriculture limousine sur les productions qui actuellement dégagent les plus faibles revenus.

### Une spécialisation dans les productions les moins rémunératrices actuellement

En effet, les exploitations spécialisées en bovins viande ou en ovins-caprins sont au niveau national celles qui dégagent les plus faibles résultats. On se situe en 2010 deux à trois fois en des-

### Les exploitations en bovins viande et en ovins, les plus présentes en Limousin, sont celles qui dégagent les plus faibles résultats



Source : Agreste - RICA- Recensement agricole 2010

sous du RCAI en grandes cultures ou en viticulture. Rien d'étonnant donc à ce que l'agriculture limousine soit à la traîne en termes de revenus. Il convient d'aller plus loin en étudiant ses performances en comparaison avec les chiffres nationaux dans les mêmes productions. L'analyse ci-dessous porte sur les élevages spécialisés en bovins-viande, qui constituent 64% des exploitations moyennes ou grandes en Limousin.

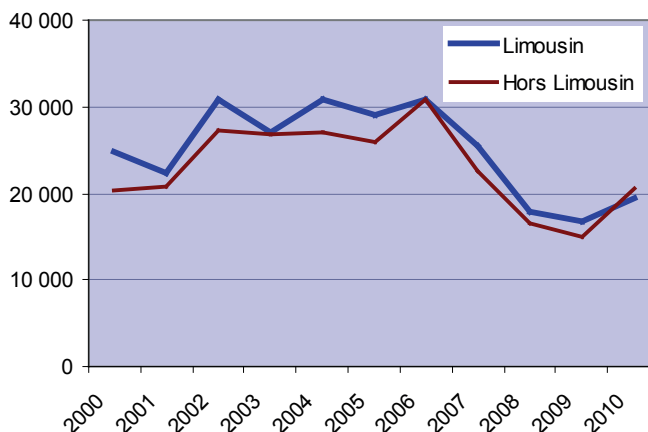
### L'élevage en bovins-viande pas plus rémunérateur en Limousin qu'ailleurs

En bovins-viande, le RCAI moyen s'établit en 2010 à 19 300 € par exploitation en Limousin contre 20 300 € au niveau national. Cet écart faible est peu significatif. Les RCAI médians sont d'ailleurs très proches : 17 100 € contre 17 800 €. Depuis 2006, les chiffres Limousin sont très proches de la moyenne nationale. Ils étaient au dessus sur la période 2000 à 2005. Les spécificités de l'élevage bovin en Limousin (élevage extensif, largement tourné vers l'exportation de bovins maigres, place importante des signes de qualité pour les animaux finis, hégémonie de la race Limousine sur une large part du territoire) semblent donc de moins en moins apporter d'avantages comparatifs en termes de revenus.

Seulement trois régions présentent en 2010 un RCAI moyen (et médian) en bovins-viande inférieur à celui enregistré en Limousin : Midi-Pyrénées, l'Aquitaine et la Basse-Normandie. Les autres régions, celles où l'élevage bovin est le plus présent, présentent des résultats supérieurs : Auvergne, Bourgogne, Pays-de-la-Loire.

### Le RCAI limousin en bovins-viande proche depuis cinq ans de celui enregistré ailleurs, alors qu'il était supérieur auparavant

RCAI moyen annuel par exploitation spécialisée en bovins viande, en euros



Champ : exploitations moyennes et grandes

Source : Agreste - RICA

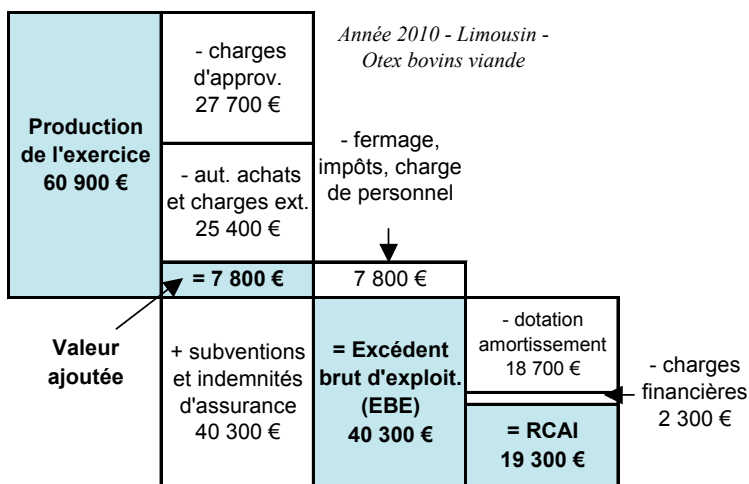
Les exploitations limousines en bovins-viande ont des moyens de production proches de la moyenne nationale : environ 100 ha de SAU, 110 UGB (unités gros bovins), et 1,3 unités de travail annuel pour les exploitations moyennes ou grandes retenues dans cette étude. Les élevages bourguignons sont plus grands, et ceux de Pays-de-la-Loire plus intensifs. La valeur moyenne de la production en 2010 est de 61 000 € en Limousin contre 68 000 € en moyenne.

de vente pratiqués dans les exploitations étudiées peuvent entrer en ligne de compte. S'ils sont supérieurs en 2010 en Limousin en veaux de boucherie, et similaires en bovins engraisés, les prix au producteur sont inférieurs pour les broutards dans les exploitations limousines. Au delà de la race des animaux vendus souvent à des poids différents, les cours subissent des variations saisonnières, et le calendrier des ventes peut aussi intervenir dans ces écarts. Il apparaît en tout cas que, hormis en veau de boucherie au sein de laquelle la production limousine de veaux sous la mère présente de fortes spécificités (et nécessite une forte mobilisation du facteur travail), la notoriété des productions bovines limousines, associée à la présence de nombreux signes de qualités, ne se traduit pas par une meilleure valorisation des productions. Enfin, il conviendrait de comparer également certains ratios techniques pour voir s'ils n'interviennent pas dans

### Notoriété ne signifie pas prix plus élevés

Cette valeur moindre de la production peut s'expliquer par plusieurs facteurs. En particulier, un élevage plus tourné vers la vente d'animaux non engraisés signifie une moindre valorisation de la production. Et les élevages limousins complètent moins que les autres leur production animale par des ventes végétales. D'autre part, les écarts de prix

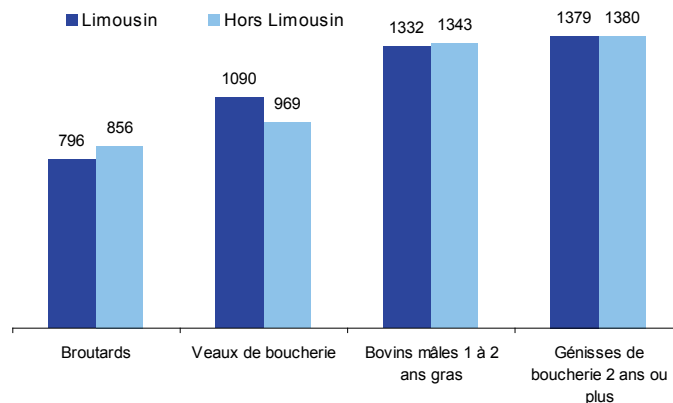
#### De la production au RCAI



Source : Agreste - RICA

#### Prix inférieurs en broutards, équivalents en bovins finis, supérieurs en veaux de boucherie (hors veaux de batterie)

Prix de vente moyen en euros en 2010 pour les exploitations spécialisées en bovins viande



Source : Agreste - RICA

les écarts de production.

Les subventions et indemnités d'assurance s'élèvent globalement à 66% de la valeur de la production pour les élevages de bovins-viande en Limousin, soit environ 40 000 € par exploitation (contre 43 000 € au niveau national).

### Charges d'approvisionnement : moins d'achats d'aliments, plus d'engrais

Les charges d'approvisionnement représentent 45% de la production chez les éleveurs de bovins viande en Limousin. Les charges à l'hectare ou à l'UGB positionnent le Limousin parmi les régions plutôt économes en intrants. Premier poste, les achats d'aliments du bétail atteignent 10 900 € par exploitation en moyenne en Limousin, contre 12 600 € au niveau national. Ils pèsent 39% des charges d'approvisionnement dans la région (contre 42%). Corollaire de l'effort de développement de la production fourragère pour limiter les achats d'aliments : les achats d'engrais et d'amendement grèvent plus lourdement les éleveurs limousins que les autres (en 2010, 5 500 € par exploitation contre 4 800 €). Les carburants sont comme ailleurs le troisième poste de dépenses, à 4 100 € en moyenne par exploitation, largement devant les produits vétérinaires, les semences et les produits phytosanitaires.

Les frais d'entretien et de réparation du matériel et des bâtiments, ainsi que les dépenses de sous-traitance sont plus élevés en Limousin. Le poste fermages est à l'inverse inférieur, le faire-valoir

direct restant plus prégnant dans la région. Enfin, les charges financières sont moins élevées en Limousin.

### Une situation financière saine

Effectivement, les élevages de bovins-viande limousins sont peu endettés : à fin 2010, le montant moyen des dettes (court, moyen et long termes) est de 80 000 €, contre 112 000 € ailleurs. Cela représente respectivement 1,3 et 1,6 année de production. Le taux d'endettement (part des dettes dans le total des actifs) est de 22% en Limousin contre 30% ailleurs. Les emprunts à long ou moyen terme représentent les trois-quarts des dettes. Les élevages limousins présentent une très bonne indépendance financière (rapport capitaux propres/capitaux permanents) : 82% contre 76% en moyenne nationale.

Cette situation financière saine ne résulte pas d'un niveau inférieur d'investissements réalisés sur les années précédentes, mais plutôt d'un moindre recours à l'emprunt. Depuis 2008, en lien avec la baisse des résultats et l'inquiétude des éleveurs, la tendance est comme ailleurs à la diminution des investissements. Mais celle-ci concerne plus les bâtiments, le foncier ou le cheptel reproducteur que les investissements en matériel et outillage. En 2010, l'investissement total moyen s'élève à 13 000 € par exploitation en Limousin, contre 24 000 € en moyenne sur la période 2004-2008. 9 000 € concernent le matériel et l'outillage, en Limousin comme au niveau national.

### Glossaire et définitions

**RICA** : Le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles sur un échantillon d'exploitations. Chaque exploitation a un coefficient de pondération qui tient compte de son Otex, de sa taille et de sa région. En Limousin, l'échantillon observé compte 224 exploitations qui représentent les 7 930 exploitations moyennes et grandes. 132 sont spécialisées en bovins viande. Au niveau national, l'échantillon en bovins viande compte au total 730 exploitations.

**Exploitations petites, moyennes et grandes** : la répartition des exploitations selon leur taille économique est faite à partir du calcul de la production brute standard (PBS) par exploitation. Les petites exploitations (moins de 25 000 euros de PBS annuelle) sont plus souvent dirigées par des retraités ou des pluri-actifs. Elles n'entrent pas dans le champ du RICA.

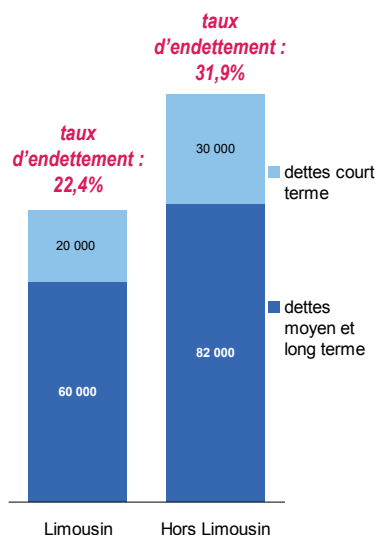
**OTEX** : orientation technico-économique des exploitations ; elle est calculée pour chaque exploitation en fonction de la répartition de sa PBS selon ses différentes productions.

**UTA** : unité de travail annuel ; elle permet de cumuler les différents temps de travail sur l'exploitation. Une UTA correspond à l'équivalent du temps de travail d'une personne à temps complet sur un an.

**UGB** : unité gros bétail ; unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégorie différentes.

### Des exploitations moins endettées

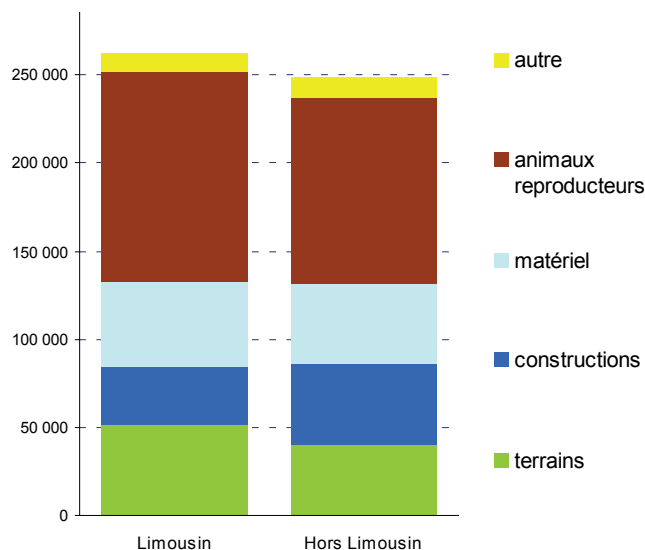
Montant moyen par exploitation des dettes en 2010 pour les exploitations spécialisées en bovins viande, en euros



Source : Agreste - RICA

### Un capital supérieur en terres agricoles et en animaux reproducteurs, inférieur en bâtiments

Montant moyen par exploitation des actifs mobilisés en 2010 pour les exploitations spécialisées en bovins viande, en euros



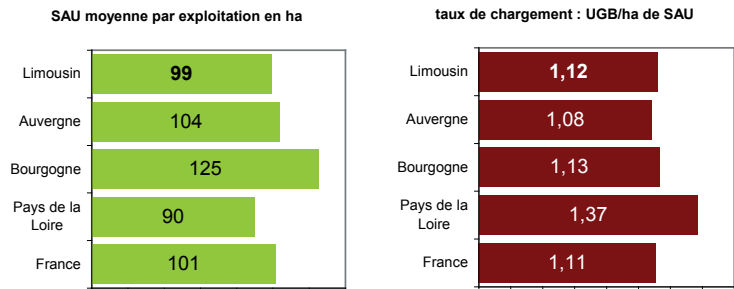
Source : Agreste - RICA

RICA 2010 : principaux résultats (moyennes par exploitation)

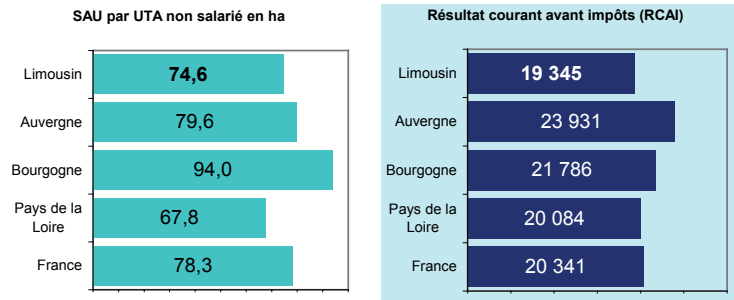
Année 2010	Bovins viande Limousin	Bovins viande Auvergne	Bovins viande Bour- gogne	Bovins viande Pays de la Loire	Bovins viande France metro	Toutes exploi- tations Limousin	Toutes exploi- tations France metro
Nombre exploitations : échantillon	132	107	85	61	730	224	7 449
Nombre exploitations : univers	5 542	4 896	4 442	3 086	33 455	7 930	312 182
<b>Caractéristiques physiques</b>							
Superficie agricole utilisée (SAU)	99,2	103,8	125,4	90,0	101,4	93,5	83,8
<i>dont : en fermage</i>	58,1	74,1	113,7	78,3	72,7	55,7	68,0
<i>dont : en céréales</i>	9,7	7,1	10,2	9,9	8,5	9,9	29,4
Unités gros bétail (UGB)	111,3	112,1	141,8	123,1	112,5	110,5	80,5
Unités de travail annuel (UTA)	1,4	1,3	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1
<i>dont : non salariées</i>	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,5
<b>Financement et éléments du bilan</b>							
Fond de roulement net	74 379	74 869	84 289	60 020	74 470	66 000	107 200
Autofinancement	17 275	19 123	7 721	13 940	15 756	19 500	34 800
Actif immobilisé	262 575	275 165	258 201	229 190	250 848	262 100	234 100
<i>dont : Capital d'exploitation</i>	203 066	219 957	234 914	200 518	203 161	202 500	178 000
Actif circulant	91 559	97 398	126 513	85 503	98 828	87 700	153 800
<i>dont : Stocks</i>	56 722	53 538	75 319	61 802	61 422	52 100	92 800
Capitaux propres	275 058	261 049	244 706	199 238	244 048	254 900	229 300
Endettement total	79 603	112 033	140 206	116 105	106 146	95 700	159 700
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>							
Production de l'exercice	60 959	63 336	75 703	80 505	67 763	77 200	173 000
- Approvisionnement	27 733	29 375	31 664	35 936	29 894	32 800	58 600
- Autres achats et charges externes	25 438	24 837	29 589	28 452	27 137	28 700	44 400
= Valeur ajoutée hors fermage	7 796	9 243	14 489	16 186	10 811	15 700	70 500
+ Subventions et indemnités d'assurance	40 387	47 536	50 659	38 519	43 100	39 300	32 500
- Loyers et fermages	5 344	7 954	14 555	9 131	8 068	5 500	12 100
- Impôts et taxes	1 201	1 317	910	1 327	1 198	1 200	2 200
- Charges de personnel	1 293	238	1 702	1 995	1 475	3 700	12 300
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	40 345	47 270	47 981	42 252	43 169	44 600	76 500
- Dotation aux amortissements	18 740	20 372	23 346	18 264	19 997	20 400	27 100
= Résultat d'exploitation	21 704	26 944	24 676	24 215	23 351	24 200	49 900
+ Produits financiers	110	339	1 259	255	338	100	600
- Charges financières	2 470	3 352	4 148	4 386	3 348	3 100	5 100
<b>= Résultat courant avant impôts (RCAI) 2010</b>	<b>19 345</b>	<b>23 931</b>	<b>21 786</b>	<b>20 084</b>	<b>20 341</b>	<b>21 200</b>	<b>45 400</b>
RCAI 2009	16 754	19 155	16 517	15 618	15 274	14 800	20 800
RCAI 2008	17 822	17 021	16 207	25 371	16 731	17 300	36 400

### Des élevages moins grands qu'en Bourgogne, plus extensifs qu'en Pays de la Loire, et moins rémunérateurs qu'en Auvergne

La comparaison des performances des élevages spécialisés en bovins-viande avec celles des autres régions doit prendre en compte les différences de structures. En Limousin, la taille moyenne des exploitations observées (99 ha) et le taux de chargement (1,12 UGB/ha) sont proches de la moyenne nationale. La taille moyenne (par exploitation comme par exploitant) est supérieure d'un quart en Bourgogne. En Pays-de-la-Loire, les exploitations sont un peu plus petites en superficie, mais les taux de chargement sont plus élevés.



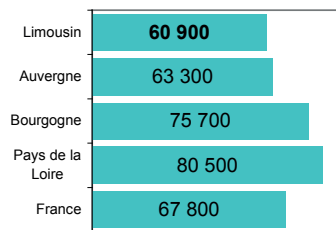
Source : Agreste - RICA - 2010 - Otex bovins viande



### Une valeur inférieure de la production, due à une moindre valorisation des animaux, et à moins de ventes complémentaires végétales.

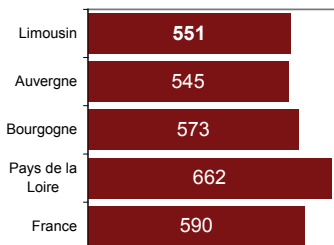
Parmi les quatre observées, le Limousin est la région où la valeur de la production par exploitation d'élevage bovin est la moins élevée. L'écart est faible avec l'Auvergne et tient à une commercialisation moins importante de produits végétaux que dans cette région. Il est plus important avec la Bourgogne, où il s'explique en partie par la différence de taille des exploitations. Il est surtout marqué avec Pays-de-la-Loire, où il y a à la fois une part importante d'animaux finis, une bonne valorisation des animaux vendus, et des ventes supérieures de produits végétaux.

Production moyenne de l'exercice par exploitation en €

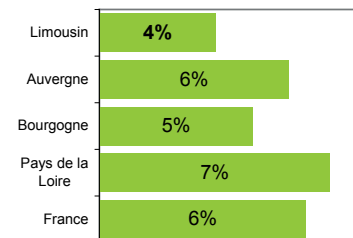


Source : Agreste - RICA - 2010 - Otex bovins viande

produit animaux/UGB en €



part des produits végétaux dans les ventes totales



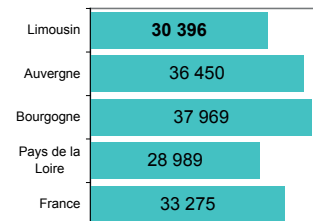
### Moins de subventions que dans les autres régions

Les subventions par exploitant sont moins élevées en Limousin qu'en Auvergne ou en Bourgogne (mais plus élevées qu'en Pays-de-la-Loire où les exploitations sont plus petites en superficie).

Ramenées à l'hectare, les subventions sont équivalentes en Limousin et en Bourgogne. Mais elles sont inférieures à celles de l'Auvergne, où les exploitations sont plus souvent classées en zone de montagne.

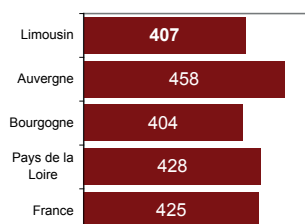
Les DPU à l'hectare sont légèrement inférieurs en Limousin à ceux des autres régions.

subventions/UTA non salariée en €

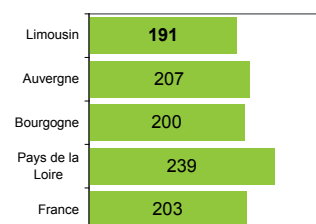


Source : Agreste - RICA - 2010 - Otex bovins viande

subventions/ha de SAU en €



DPU/ha de SAU en €

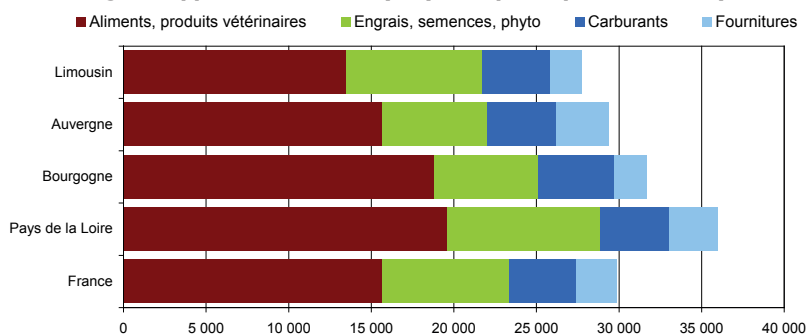


### Des charges d'approvisionnement plutôt contenues en Limousin

Parmi les régions étudiées, le Limousin est celle où les charges d'approvisionnement par exploitation d'élevage bovin sont les moins élevées. Si l'on calcule les charges à l'hectare ou à l'UGB, le Limousin est en deuxième position derrière la Bourgogne où les exploitations sont plus grandes.

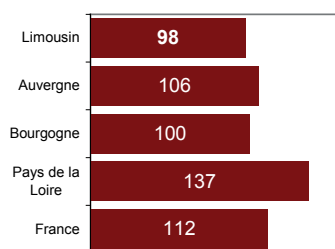
Le Limousin se distingue des autres régions par une part moindre des achats d'aliments et une part supérieure des achats d'engrais et amendements. Les engrais sont plus qu'ailleurs destinés à la production intra-consommée puisque les éleveurs limousins vendent moins que les autres des productions végétales.

#### Charges d'approvisionnement (moyenne par exploitation en €)



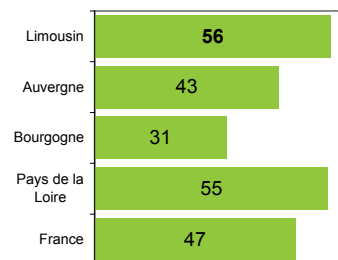
#### Moins d'achats d'aliments...

Aliments du bétail/UGB en €



#### ... mais plus d'achats d'engrais

Engrais et amendements/ ha de SAU en €



Source : Agreste - RICA - 2010 - Otex bovins viande

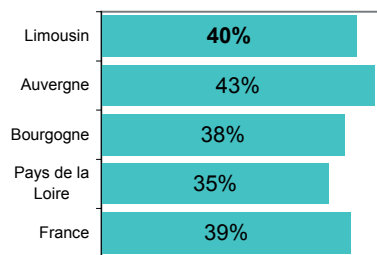
### Des exploitations peu endettées

Le rapport excédent brut d'exploitation<sup>1</sup> / (production de l'exercice + subventions) est un indicateur de la rentabilité économique de l'exploitation. Parmi les régions étudiées, le Limousin est en deuxième position pour cet indicateur derrière l'Auvergne.

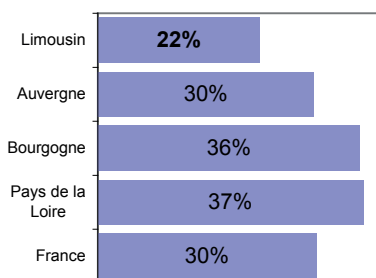
La situation financière des élevages bovins du Limousin est saine. Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total du bilan) mesure la contribution des ressources externes à l'exploitation dans le financement de son activité. Il montre une moindre dépendance des élevages limousins vis-à-vis de leurs créanciers.

Le rapport remboursements des dettes à moyen ou long terme/excédent brut d'exploitation représente la capacité de remboursement bancaire d'une entreprise. En deçà de 40%, il n'y a pas de fragilité économique avérée. C'est le cas en Limousin, qui se situe dans la moyenne sur cet indicateur.

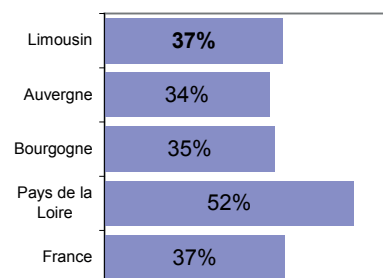
#### EBE/production de l'exercice + subventions



#### Taux d'endettement



#### remboursements LMT/EBE



Source : Agreste - RICA - 2010 - Otex bovins viande

<sup>1</sup> les charges sociales de l'exploitant ne sont pas déduites de l'EBE



Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt du Limousin  
 Service régional de l'information statistique, économique et territoriale  
 Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs - 87039 LIMOGES Cedex  
 Tél. : 05 55 12 92 30  
 courriel : [srise.draaf-limousin@agriculture.gouv.fr](mailto:srise.draaf-limousin@agriculture.gouv.fr)  
 site internet : [www.draaf.limousin.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.limousin.agriculture.gouv.fr)

Directrice : Anne-Marie Boulengier  
 Directeur de la publication : Christophe Leysse  
 Rédactrice en chef : Catherine Lavaud  
 Rédacteurs : Catherine Lavaud - Jean-Michel Pourcelot  
 Impression : SSP Toulouse  
 Dépôt légal : à parution  
 ISSN : 1622-066  
 Prix : 2,50 €  
 ©AGRESTE 2012